

SQLI
Société anonyme
Au capital de 1.763.651,55 €uros
Siège social : 268, avenue du Président Wilson
93210 La Plaine Saint-Denis
RCS Bobigny 353 861 909
INSEE : 353 861 909 00094

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES DIVERSES DECISIONS

PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 17 JUIN 2010

AUTRES QUE CELLES RELATIVES A L'APPROBATION DES COMPTES 2009

Mesdames, Messieurs et chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale afin de soumettre à votre approbation les opérations suivantes :

- Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions et d'annulation desdites actions ;
- Délégations et autorisations financières :
 - (i) Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ;
 - (ii) Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales ;
 - (iii) Délégation de compétence au Conseil d'administration pour réaliser une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail dans la limite d'un montant nominal maximum de 100.000€ et suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;

I – PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS - DELEGATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET DE REDUIRE LE CAPITAL SOCIAL

Le bilan du précédent programme de rachat ainsi que le descriptif du programme de rachat d'actions propres soumis par le Conseil d'administration à l'assemblée générale mixte du 17 juin 2010 vous sont présentés dans le rapport de gestion.

Il vous est demandé, aux termes de la résolution 6, de renouveler l'autorisation du Conseil d'administration d'acquérir des actions de la Société, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce.

La résolution 7 vise à renouveler l'autorisation du Conseil d'administration de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie des actions de la Société qu'elle pourrait être amenée à détenir à la suite notamment d'acquisitions effectuées dans le cadre du programme de rachat d'actions objet de la résolution 6, ou effectuées antérieurement.

Le nombre d'actions de la Société susceptible d'être ainsi annulées dans le cadre de cette délégation serait limité à un nombre d'actions représentant au maximum 10% du capital de la Société.

Le Conseil d'administration recevrait corrélativement les pouvoirs nécessaires aux fins de modification des statuts et de réalisation des formalités.

Cette autorisation d'opérer sur les actions de la Société serait donnée pour une durée qui prendrait fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, et au plus tard, 18 mois à compter de la présente Assemblée.

II – DELEGATIONS ET AUTORISATIONS FINANCIERES

La Société a toujours cherché à associer ses collaborateurs aux performances du Groupe. Dans ce but, elle a procédé au cours des exercices précédents à des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, à des attributions gratuites d'actions et à des augmentations de capital réservées aux salariés. Ces diverses opérations sont décrites dans les rapports spéciaux du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration vous propose de l'autoriser à poursuivre cette politique.

(i) Résolution 8 - Autorisation à donner au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre

Nous vous proposons, dans la résolution 8, d'autoriser le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il déterminera et dans les limites fixées par l'assemblée, à des attributions gratuites d'actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société au profit des salariés de la Société et/ou d'une catégorie d'entre eux et/ou des mandataires sociaux visés à l'article L.225-197-1 II du Code de commerce de la Société et/ou des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce qu'il déterminera et dans les conditions fixées ci-après.

Les actions existantes pouvant être attribuées devraient être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L.225-208 du Code de Commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la 6ème résolution soumise à la présente assemblée au titre de l'article L.225-209 du Code de Commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable postérieurement.

Les actions à émettre pouvant être attribuées seraient émises dans le cadre d'une ou plusieurs augmentations de capital de la Société (par incorporation au capital de réserves, de primes

d'émission, de bénéfiques ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible) que le Conseil d'administration serait habilité à décider.

Le Conseil d'administration déterminerait l'identité des bénéficiaires des attributions, le nombre d'actions attribuées, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions sous la réserve que le bénéficiaire de l'attribution ne détienne pas, conformément à l'article L.225-197-2 du Code de commerce, plus de 10% du capital social de la Société au jour de l'attribution gratuite ou du fait de l'attribution gratuite.

Le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourrait être supérieur à 10% du capital social de la Société à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration déterminerait, lors de chaque décision d'attribution, la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution sera définitive sous réserve de remplir les conditions ou critères fixés par le Conseil d'administration et la durée de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires, sous réserve des dispositions suivantes :

- il serait attribué définitivement les actions aux bénéficiaires résidant fiscalement en France, au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans, étant précisé que les bénéficiaires devront alors conserver lesdites actions pendant une durée minimale de deux ans à compter de leur attribution définitive ;
- il serait attribué définitivement les actions aux bénéficiaires non résidents fiscaux en France, au terme d'une période d'acquisition minimale de quatre ans, et dans ce cas sans période de conservation minimale.

Le Conseil d'administration pourrait prévoir des durées de période d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus. Toutefois, en cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers pourraient demander l'attribution des actions dans un délai de six mois à compter du décès ; en outre, les actions seraient attribuées avant le terme de cette période en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale.

Cette autorisation emporterait, au profit des bénéficiaires des attributions d'actions ordinaires existantes ou à émettre, renonciation des actionnaires (i) à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires émises au fur et à mesure de l'attribution définitive des actions, (ii) à tout droit sur les actions ordinaires attribuées gratuitement sur le fondement de la présente autorisation, et (iii) à tout droit sur le montant des réserves et primes sur lesquelles serait, le cas échéant, imputée l'émission des actions nouvelles.

Cette autorisation serait limitée à une durée de vingt-six mois.

(ii) Résolution 9 - Autorisation à donner au Conseil d'administration de procéder à l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions

Nous vous proposons, dans la résolution 9, d'autoriser le Conseil d'administration, conformément aux articles L.225-177 et suivants du Code de commerce, à consentir, en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il déterminera et dans les limites fixées dans cette autorisation, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital ou des options donnant droit à l'achat d'actions de la Société existantes acquises préalablement par la Société, au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux dirigeants de la Société ou de ses filiales françaises et étrangères au sens

de l'article L.225-180 du Code de commerce, ou de certains d'entre eux dans les conditions fixées ci-après.

Les actions pouvant être acquises par les bénéficiaires de l'attribution d'option d'achat au titre de la présente résolution devraient être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L.225-208 du Code de Commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la 6^{ème} résolution soumise à la présente Assemblée au titre de l'article L.225-209 du Code de Commerce ou de tout programme de rachat d'actions applicable postérieurement.

Les actions à émettre en exercice des options de souscription d'actions seraient émises dans le cadre d'une ou plusieurs augmentations de capital de la Société (par incorporation au capital de réserves, de primes d'émission, de bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible) que le Conseil d'administration serait habilité à décider.

Le Conseil d'administration déterminerait l'identité des bénéficiaires des options de souscription et/ou d'achat d'actions, les critères individuels et/ou collectifs d'attribution des options, ainsi que les conditions et modalités d'exercice des options attribuées en vertu de la présente résolution sous la réserve que le bénéficiaire de l'option ne détienne pas, conformément à l'article L.225-182 du Code de commerce, plus de 10% du capital social de la Société au jour de l'attribution de l'option.

Le nombre total d'actions pouvant être obtenues en exercice des options ne pourrait être supérieur à 10% du capital social de la Société à la date de la décision d'attribution des options par le Conseil d'administration.

Le délai pendant lequel les options pourraient être exercées serait fixé à une durée maximale de dix ans, à compter de leur attribution par le Conseil d'Administration et le Conseil d'Administration aurait tous pouvoirs pour fixer une durée inférieure.

Le prix de souscription ou d'achat des actions serait fixé par le Conseil d'Administration le jour de l'attribution des options et il ne pourrait, conformément aux dispositions légales en vigueur, être inférieur à 80% de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de l'attribution et, concernant uniquement le prix d'achat des actions, être inférieur à 80% du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société.

Cette autorisation emporterait, au profit des bénéficiaires, conformément aux dispositions de l'article L. 225-178 alinéa 1 du Code de commerce, renonciation expresse des actionnaires (i) à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises au fur et à mesure des levées d'option, (ii) à tout droit sur les actions ordinaires émises ou acquises sur le fondement de la présente autorisation, et (iii) à tout droit sur le montant des réserves et primes sur lesquelles serait, le cas échéant, imputée l'émission des actions nouvelles ;

Le Conseil d'administration serait autorisé à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du prix fixé pour la souscription ou l'achat des actions, liés aux éventuelles opérations sur le capital social de la Société visées par l'article L.225-181 alinéa 2 du Code de commerce, de manière à préserver les droits des bénéficiaires.

La durée de validité de cette autorisation serait de vingt-six mois, à compter du jour de l'Assemblée.

(iii) Résolution 10 - Délégation en vue de réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés

La résolution 10 qui vous est soumise tend à donner au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, les pouvoirs nécessaires aux fins de procéder, en une ou plusieurs fois, à une augmentation de capital en numéraire d'un montant maximum de 100.000 euros. Le nombre total des actions qui pourraient être souscrites par les salariés en vertu de la présente délégation ne pourrait toutefois être supérieur à 3% du capital social au moment de l'émission.

Cette augmentation de capital serait réservée aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens des articles L.3344-1 et suivants du Code du travail et L.233-16 du Code de commerce adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (PEE) ou d'un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO).

Les salariés qui adhèreraient à un plan d'épargne entreprise de la Société bénéficieraient d'une suppression du droit préférentiel de souscription à leur profit.

Le prix des actions à émettre serait fixé conformément aux dispositions de l'article L.3332-18 du Code du travail, au moment de la réalisation de ou des augmentation(s) de capital.

Le Conseil d'administration établirait, au moment où il ferait usage de ces délégations, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération.

* * *

Le Conseil d'administration vous invite, après lecture des rapports présentés par vos commissaires aux comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Le Conseil d'administration